

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Boubal, Debil

Prénoms : Camille, Fanny

Institution ou entreprise : ANSES

Axe(s) :

- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Intitulé de votre contribution : Vérité en deçà des réseaux, erreur au-delà ?
Réseaux sociaux et information en temps de Covid-19

Résumé de votre contribution :

La crise du Covid-19 cristallise l'entremêlement des dimensions politiques et scientifiques de la gestion de crise sanitaire. Elle nourrit en particulier le questionnement, ancien, quant à la circulation et la réception de l'information par le « public ». Précisément, les réseaux sociaux numériques sont mis en cause en cette période épidémique - mise en cause s'inscrivant dans une lignée d'interrogations régulières quant à la pertinence, la justesse, voire la véracité des énoncés et images abondantes postées par des individus ou collectifs et véhiculées à grande vitesse sur ces réseaux. Dans le même temps, les réseaux sociaux peuvent être entendus comme supports de défiance envers les savoirs scientifiques et médicaux et/ou les décisions politiques. Qu'en est-il réellement ? Les réseaux sociaux supportent des énoncés et positionnements hétéroclites ne relevant pas entièrement de fausses informations s'opposant frontalement aux sources officielles. Soucieuses malgré tout de contrer les fausses informations, les réponses médiatiques, politiques et scientifiques sont structurées par le fact-checking, dispositif très usité mais non sans ambivalences et limites. Finalement, les dynamiques informationnelles des réseaux sociaux comme les réactions qu'elles suscitent, recèlent de complexités qu'il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'éclaircir.

Vérité en deçà des réseaux, erreur au-delà ? Réseaux sociaux et information en temps de Covid-19

Contribution à l'appel de France Stratégie, section « Quelles relations entre savoirs, pouvoir et opinions »

Camille Boubal, Fanny Debil, Mission Sciences sociales, Expertise et Société, ANSES

Mots clés : fausses informations ; rumeurs ; Covid ; réseaux sociaux ; science ; politique ; fact-checking ;

La crise du Covid-19 nourrit le questionnement, ancien, quant à la circulation et la réception de l'information par le « public ». Ainsi avons-nous entendu des voix politiques et scientifiques s'élever pour défendre la qualité de l'information : qui de l'OMS craignant une « infodémie », *i.e.* la circulation virale de rumeurs et fausses informations ; qui du Président de la République enjoignant d'« [éviter] de croire dans toutes les fausses rumeurs, les demi-experts ou les faux-sachants »¹. En particulier, les réseaux sociaux numériques² sont mis en cause en cette période épidémique - mise en cause s'inscrivant dans une lignée d'interrogations régulières quant à la pertinence, la justesse, voire la véracité des énoncés et images abondantes postées par des individus ou collectifs et véhiculées à grande vitesse sur ces réseaux. Cette interrogation peut prendre une forte tournure critique. Emanant de journalistes, acteurs politiques et scientifiques, cette critique se formalise par les termes de rumeurs, intox, infox, complot(isme), fake news, contre-vérité. Quand la vitesse de la circulation d'information et la réactivité priment sur la vérification des faits et des données, les réseaux sociaux seraient moins un terrain d'information, que celui, bien distinct, d'expression immédiate et de frénésie communicationnelle³. Cette vision des réseaux sociaux soutient aussi, en creux, une représentation des populations marquée par la crédulité (ou l'irrationalité latente), renforcée en contexte de crise et de fortes incertitudes.

Dans le même temps, les réseaux sociaux peuvent être entendus comme supports de défiance envers les savoirs scientifiques et médicaux et/ou les décisions politiques. Cette dynamique de défiance, rappelons-le, n'est pas un phénomène inédit, pensons à titre d'exemple à la gestion des crises ou problèmes sanitaires passés. Elle s'est régulièrement exprimée *via* des canaux divers (manifestations, tribunes, grèves, soulèvements, élections et abstention, sondages, etc.) bien avant ou parallèlement à l'avènement des réseaux sociaux comme du Covid. Phénomène « normal », la défiance ne constitue d'ailleurs pas toujours un problème pour les pouvoirs publics. Dans le récent contexte épidémique, elle devient cependant un

¹ Allocution présidentielle télévisée du 16 mars 2020.

² Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Wikipédia ou encore les forums de discussion pour ne citer que ces exemples.

³ Cf. interview de D. Wolton, *Les Echos*, 25 mai 2020.

sujet de préoccupation comme le manifeste le cadrage de différents sondages⁴. Ainsi, le dernier volet de l'enquête du Baromètre de la confiance politique du Cevipof, menée en avril dernier, suggère que « l'opinion » ne dispute pas seulement la légitimité de la parole scientifique⁵ mais remet surtout en question la confiance à accorder aux élites dirigeantes⁶. Selon l'institut d'études Elabe, seuls 41% des Français font confiance au pouvoir pour « lutter efficacement contre l'épidémie », et près de deux Français sur trois pensent que le gouvernement leur ment selon OpinionWay⁷.

Pour les acteurs politiques et scientifiques, la circulation des fausses informations présente des risques sanitaires effectifs, liés au non-respect des consignes de santé publique⁸ comme à des pratiques de protection bien éloignées des connaissances scientifiques et médicales « établies ». Au-delà de ces questions de prévention, ce sont bien les modes de production desdites connaissances qui sont remis en question. Ce type de considérations, nourri du postulat de l'irrationalité et de la crédulité des populations, conduit de nombreux acteurs à mobiliser des dispositifs de vérification et certification de l'information. Le fact-checking constitue à ce titre un outil privilégié.

L'épidémie de Covid-19 illustre plus largement l'entremêlement des dimensions politiques et scientifiques de la gestion de crise sanitaire. Les dynamiques informationnelles des réseaux sociaux, comme les réactions qu'elles suscitent, recèlent de complexités et de limites qu'il est aujourd'hui nécessaire d'éclaircir à défaut de pouvoir les épuiser.

1. Tout faux ? De la nature et de la portée hétéroclites des (fausses) informations sur les réseaux sociaux

1. Des arrangements informationnels hétérogènes...

⁴ Leurs résultats peuvent être évoqués sans oublier les limites inhérentes à toute opération de sondage en termes de méthodologie et de portée, notamment la création d'artefacts. Voir aussi Blondiaux L. (1998). *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil ; Garrigou, A. (2006). *L'ivresse des sondages*, Paris, La Découverte.

⁵ Signalons à ce sujet un sondage de l'IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch [publié le 28 mars](#), 26 % des Français estiment ainsi que le SARS-CoV-2, le virus responsable de la pandémie actuelle, a été créé par l'homme (aux Etats-Unis, [selon une étude de journalism.org](#), ils sont 29 % dans ce cas) - une thèse pourtant battue en brèche par toutes les publications scientifiques.

⁶ Rouban L, « Les Français ont-ils encore confiance dans la science ? », *The Conversation*, 27 avril 2020

⁷ *Le Monde*, « Coronavirus : entre volte-face du gouvernement sur les masques et prolifération des « fake news », la parole politique mise à mal », 6 avril 2020.

⁸ « Coronavirus : pourquoi y a-t-il autant de fausses informations en ligne ? », PodCast le Monde, 9 avril 2020

Les réseaux sociaux supportent des informations qualifiables d'inexactes sur le Covid. Un internaute a ainsi posté une vidéo sur Facebook et Youtube, suggérant « l'invention » d'un coronavirus par l'Institut Pasteur⁹ dans la perspective de gains financiers suivant la commercialisation d'un vaccin. De même, l'anthroposophe Thomas Cowan a défendu, *via* une vidéo postée sur Youtube, l'idée selon laquelle la 5G contribuerait à la propagation du virus¹⁰. Au-delà de ces deux exemples, les objets de fausses informations relatives au Covid sur les réseaux sociaux sont particulièrement nombreux, allant de la prévention de la maladie (boire des boissons chaudes, se raser la barbe ou manger du roquefort) jusqu'aux modalités de confinement (interdiction de prendre la voiture à plusieurs)¹¹.

Ces types de fausses informations ne forment cependant qu'une partie de la palette de ce que l'on peut appeler des « arrangements informationnels » supportés par les réseaux sociaux. Ne relevant pas d'un bloc cohérent d'un même type de fausses informations, ces arrangements informationnels disposent de formes et de logiques hétérogènes. Comme le souligne Divina Frau-Meigs, professeure en sciences de l'information et de la communication, il existe plusieurs types « d'infoc » : les pièges à clic, la satire ou parodie, la complotisme, la propagande, ou encore la légende urbaine¹². Ils sont le fruit d'acteurs variés, mus par des motivations hétérogènes (réputation, influence et/ou profit):

| Types d'infoc QUOI ? | Types d'acteur QUI ? | Types de motivation POURQUOI ? | Types de Solutions COMMENT ? |
|-------------------------|-------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Piège à clic | Médias de masse ET | Trafic, Profit, Pub | Signalement Auto-régulation ET |
| Satire, Parodie | Médias sociaux | Trafic, Profit, Pub | Démonétisation |
| Complotisme | Personnalités | Pouvoir | Régulation Co-régulation |
| Propagande | Partis politiques | Déstabilisation | Financement ET |
| Menace hybride | Groupuscules, Etats | Ingérence | Surveillance |
| Légende urbaine | Groupe société civile | Réputation | Éducation aux Médias |
| Nouvelle à sensation | Usager | Reconnaissance | Contre-discours ET |
| Rumeur, satire | Influenceur | Influence | Réfutation |

⁹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/03/31/l-etrange-obsession-d-un-quart-des-francais-pour-la-these-du-virus-cree-en-laboratoire_6035093_4355770.html

¹⁰ https://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/5g-contamination-bienvenue-ces-medecins-qui-diffusent-des-theories-folles-sur-le-coronavirus_2121606.html

¹¹ « Coronavirus : notre guide pour distinguer les fausses rumeurs des vrais conseils », *Le Monde*, 13 mars 2020 (mis à jour le 27 avril 2020).

¹² Frau-Meigs D. (2020). « Épidémie d'infoc : des « gestes barrières » numériques à adopter aussi », *The Conversation*, 1^{er} avril.

Source : *Le schéma systémique des désordres de l'information. Divina Frau-Meigs, 2019*

Un distingo est notamment à opérer entre les rumeurs sous forme d'on-dit, pas toujours incorrects¹³ et un projet délibéré de diffuser des fausses informations dans le but de produire du doute et de remettre en cause le pouvoir politique.

2. ...A distinguer de percées profanes dans des controverses scientifiques

Par ailleurs, il est nécessaire de distinguer la volonté de véhiculer des fausses informations de celle de prendre position dans des controverses à haute incertitude, que les voix officielles ne tranchent pas pleinement. Ainsi, la crise du Covid a conduit à des prises de position et échanges entre certains internautes sur les réseaux sociaux, dans le cadre du débat médical et scientifique sur la chloroquine et ses dérivés¹⁴. C'est ainsi que l'on peut saisir l'implication de certains groupes sur Facebook¹⁵, relevant d'une démarche de soutien au travail et à la personne du professeur Raoult ayant initié ledit traitement à l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille. Croyance en la médecine clinique, espoir d'un remède en situation d'urgence, cohésion localiste face au scepticisme parisien : les motivations de ces groupes Facebook particulièrement étoffés¹⁶ s'éloignent ainsi du souci de diffusion de fausses informations, tout en interrogeant la place des profanes dans les débats scientifiques. Cette configuration s'inscrit dans un contexte plus large d'intérêts des publics pour la science et de forte mobilisation de cette dernière comme registre d'expression publique, notamment à des fins politiques¹⁷. Il existe toutefois d'autres groupes pro-Raoult, plus petits¹⁸, relayant davantage de théories du complot, voire de contenus d'extrême droite ou confusionnistes¹⁹.

3. Distances et modération endogènes aux réseaux sociaux

¹³ Dauphin, F. (2019). « Les fake news au prisme des théories sur les rumeurs et labpropagande », *Etudes de communication*, 53 :15-32.

¹⁴ Mehra, M.R., Desai, S.S., Ruschitzka, F., Patel, A. N. (2020), "Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19: a multinational registry analysis", *The Lancet*, 22 May. <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2820%2931180-6>.

¹⁵ « Plus de 430.000 membres : ce groupe Facebook où le Pr Raoult est érigé en "héros" », *LCI*, 9 avril 2020. Le créateur du compte est Serge Benichou, présenté comme « entrepreneur dans l'immobilier » qui veut donner « espoir ».

¹⁶ Dont certains comptent plusieurs centaines de milliers de membres.

¹⁷ Joly, P.B., Demortain, D. (2020) « Urgence thérapeutique, controverses et production de la preuve dans l'espace public– à propos de l'hydroxychloroquine », *AOC*, 18 mai.

¹⁸ Entre 15 et 25 000 membres.

¹⁹ « Plongée dans les groupes Facebook pro-Raoult », *Slate*, 27 avril 2020

Pour autant, circulation n'est pas adhésion. La viralité d'une fausse information tient surtout à sa propension à susciter de la conversation, sans préjuger du crédit accordé à la fausse information partagée : « *On peut partager des informations « fausses » sans penser pour autant qu'elles soient vraies, parce qu'on veut les dénoncer, parce que "je sais bien, mais quand même..."*, parce que la mise en conversation d'informations surprenantes, choquantes ou polémiques autorise toutes formes d'usages sociaux et apporte des gratifications multiples (faire rire, provoquer, animer le débat, etc.) »²⁰. Cette logique peut aussi se compléter de modérations et de soucis de démenti propres aux internautes produisant et échangeant des contenus sur les réseaux sociaux, y compris sur le mode humoristique. Ainsi, publiée initialement sur le site Agri-Web, l'infox « *le meilleur vaccin pour lutter contre le Coronavirus serait... la viande de bœuf* » a été largement commentée, généralement sur le ton de la plaisanterie, sur la page Facebook des agriculteurs de France. Il existe plus largement des formes de régulation collective et auto-organisée²¹ sur Internet, les internautes les plus investis rappelant à l'ordre ceux qui s'écartent du respect mutuel. Finalement, au-delà des internautes, les gestionnaires mêmes des plates-formes comme Facebook, Instagram et Twitter renforcent également leurs règles de modération pour permettre la diffusion d'informations de meilleure qualité sur le Covid²². Ceux qui aiment, partagent ou commentent un message qui a, par la suite, été supprimé par Facebook, reçoivent ainsi un message les incitant à mieux s'informer sur l'épidémie.

4. Entre parallèles et références aux sources officielles

Dans le même temps, il faut rappeler que les réseaux sociaux ne s'opposent pas nécessairement aux espaces officiels d'information²³ (médias traditionnels, instances de gouvernement) auxquels ils peuvent se référer²⁴. Les frontières entre ces supports sont effectivement poreuses. Ainsi, des publications postées et particulièrement suivies sur Facebook peuvent être produites par un média institué²⁵ ; il en est de même de Wikipédia, incluant le référencement de sources officielles. Par ailleurs, l'émergence du Covid n'a pas radicalement bouleversé la

²⁰ Cardon, D. (2019). « Pourquoi avons-nous si peur des fake news ? », *AOC*, 21 et 22 juin 2019. Sur les questions de santé, voir Berriche, M. (2019). « Fake news et santé : des internautes pas si crédules », *The Conversation*, 16 juin 2019

²¹ Akrich, M., Méadel, C. (2010), « Internet, tiers nébuleux de la relation patient médecin », *Les tribunes de la santé*, 4, 29, 41-48.

²² « Coronavirus : Facebook va vous avertir si vous avez réagi à des messages considérés comme dangereux pour la santé », *Le Monde*, 16 avril 2020

²³ C'est sans compter l'existence de comptes officiels (type ministère, préfecture) sur un réseau comme Twitter.

²⁴ Bubendorff, S. Rizza, C. & Prieur, C. (2019). « Réseaux sociaux numériques et spatiotemporalité de l'information en gestion de crise ». *i3 Working Papers Series*, 19-SES-01

²⁵ Le jeudi 9 avril 2020, la publication la plus suivie sur Facebook du groupe « Didier Raoult Vs Coronavirus » selon CrowdTangle était un témoignage de France 3 sur un patient à Amiens traité à la chloroquine.

compréhension de la hiérarchie usuelle des sources chez les internautes : une analyse du New York Times a ainsi montré que le coronavirus a dynamisé la consultation web de médias locaux et traditionnels²⁶.

2. La vérification/certification informationnelle, une réponse courante mais non sans limites

2.1. Le fact-checking, une pratique nécessaire...

Face aux fausses informations circulant sur les réseaux sociaux, le « *fact-checking* » ou dispositif de vérification de l'information est souvent utilisé par des acteurs médiatiques, scientifiques voire est objet d'initiatives individuelles.

Au sein des rédactions journalistiques, les rubriques dédiées connaissent une activité florissante, comme le service « CheckNews » de *Libération* ou encore des Décodeurs du Monde. La crédibilité des journalistes dépend justement de leur capacité à démentir les « fausses nouvelles », à révéler leurs origines ou motifs politiques et/ou économiques²⁷. Toujours du côté des journalistes mais sous une autre forme, la start-up Newsguard²⁸ participe de cette démarche de fact-checking, en référençant des sites web d'information américains et européens contribuant à la désinformation. Du côté scientifique, des chercheurs²⁹ ou institutions³⁰, se mobilisent également en publiant des messages sur Twitter et des vidéos sur Youtube pour lutter contre les fausses informations et fournir des connaissances intelligibles et robustes sur le Covid. Dans un registre similaire, mais de manière autonome, peu après le début du confinement en France, un collectif de Youtubeurs se présentant comme « vulgarisateurs scientifiques » alerte quant à la « propagation » des fausses informations. Ils réaffirment l'autorité des scientifiques et des agences sanitaires en exhortant les citoyens à suivre les recommandations officielles³¹. Le collectif comprend certains zététiciens célèbres comme La tronche en Biais ou Mr Sam. Ces « militants pour la science³² » élargissent leur combat

²⁶ Koeze, E., Popper N., "The Virus Changed the Way We Internet", *The New York Times*, 7 avril 2020

²⁷ Dauphin, F. (2019), *op.cit.*

²⁸ <https://www.newsguardtech.com/fr/coronavirus-misinformation-tracking-center/>

²⁹ Thibaut Fiolet par exemple, doctorant en santé publique ou encore Stéphane Debove, docteur en biologie et psychologie de l'évolution. Voir aussi : <https://www.grandlabo.com/covid-19-les-chercheurs-vulgarisateurs-prennent-les-devants-pour-informer/>.

³⁰ Le CNRS sur Youtube, avec sa chaîne « La parole à la science ». https://www.youtube.com/playlist?list=PL-GL80g2OIE1K6vL6NM_wDNdDaY5galrH

³¹ « Coronavirus. Chaque jour compte », *La tronche en biais*, 14 mars 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=ji1z-eRLew8>

³² Laurens, S. (2019). *Militer pour la science, Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*, Paris, EHESS, coll. « En temps & lieux », 2019.

contre les pseudosciences à la dénonciation de certaines pratiques religieuses supposées protectrices. En ciblant également les journalistes professionnels, la démarche des zététiciens souligne également le flou voire les erreurs possibles du traitement médiatique officiel des enjeux scientifiques et médicaux du Covid. L'argument est que celui-ci n'est pas toujours dénué d'approximations ; la familiarité de certains journalistes aux méthodes de recherche ou domaines scientifiques pouvant être limitée ou contrainte par des fonctionnements éditoriaux, la présentation et la mise en discussion des publications scientifiques peuvent s'en trouver altérées.

2.2....qui n'est pas toujours toujours dénuée d'ambivalences

Malgré son utilité, le fact-checking n'est pas sans limites et sa portée peut être interrogée. Quand il ne constitue pas nécessairement qu'un outil au seul service de la qualité informationnelle, il peut reposer sur des pratiques ou des postulats discutables.

Les excès de zèle du fact-checking ne sont pas inédits, conduisant à ne pas cerner la portée humoristique de certains énoncés tenus sur les réseaux sociaux - portée démultipliée en période de crise, laquelle conduit beaucoup d'individus et de collectifs à mobiliser ce registre. Ainsi, pour reprendre l'infox précitée sur la viande de bœuf envisagé comme remède du Covid et les commentaires amusés qui s'en sont suivis sur Facebook, un internaute a contredit l'infox en citant un article de fact-checking. Un autre a réagi comme suit : « *Le second degré, a priori le média de vérification ne connaît pas* ». Prêtant sans doute moins à sourire, certaines applications du fact-checking présentent d'autres types d'ambiguïté. C'est en ce sens que l'on peut saisir les réactions associées au lancement du site « Désinfox coronavirus » du Service d'information du gouvernement. Initialement conçu pour renvoyer vers des articles de médias officiels, ce site a été dénoncé par des journalistes et représentants politiques de l'opposition comme un mélange des genres (journalisme/gouvernement) et une sélection problématique des informations relayées³³.

On peut aussi voir aussi dans le fact-checking une logique descendante et polarisante, dans la mesure où elle reposerait sur le postulat de d'un manque de culture scientifique de la population³⁴. Elle opposerait ainsi deux univers compris comme monolithiques : d'un côté une science consensuelle, porteuse du « vrai » et, de l'autre, une population à la crédulité et aux réactions problématiques quoique réductibles par l'éducation – si ce n'est la « rassurance » ? Notons tout de même l'émergence de dispositifs de fact-checking où cette polarisation est assouplie : c'est le cas par exemple de la plateforme collaborative belge « Journalistes solidaires » coordonnée par des journalistes professionnels mais permettant aux citoyens de contribuer à la vérification, entre autres, des informations relatives aux enjeux scientifiques et médicaux du Covid sur le web. Signalons aussi que la

³³ « Désinfox coronavirus » : le nouveau faux pas de com du gouvernement, *Libération*, 1^{er} mai 2020.

³⁴ <https://theconversation.com/rien-ne-prouve-que-le-coronavirus-a-ete-cree-en-laboratoire-les-dessous-de-linfodemie-sur-le-covid-19-135326>

reconnaissance du manque de connaissances ou de leur caractère incertain a tenu, sans doute davantage que par le passé, une place importante dans les récents discours officiels. A cet égard, le sociologue G. Bronner a considéré qu'il « [était] *temps de sortir de la communication paternaliste de dirigeants qui pensent : 'On ne peut pas dire ça car ça va heurter les Français'. Dans une ère de transparence, tout finit toujours par sortir. Mieux vaut donc jouer franc jeu. Si nous étions dans un état d'impréparation face à ce virus, disons-le. Mais, à la décharge du gouvernement, il ne faut pas oublier qu'au début de l'épidémie un certain nombre d'avis scientifiques, provenant notamment de l'OMS, variaient.* »³⁵ Il n'en demeure pas moins que l'approche descendante reste prégnante dans les espaces politiques, médiatiques et scientifiques.

Perspectives : sortir des binarismes et de l'approche top-down ?

Conscience des limites des réseaux sociaux en termes informationnels comme de celles des mêmes dispositifs visant à les pallier : ce réflexe reste salutaire, a fortiori en période de crise. Pour ne pas jeter le bébé réseaux sociaux avec l'eau du bain informationnel, on peut rappeler que les réseaux sociaux relèvent aussi d'outils utiles à la diffusion d'information et à la coordination d'initiatives³⁶, comme des leviers de l'intégration des populations dans la gestion de crise³⁷. A cet égard, les travaux d'orientation comportementaliste ou psychosociale, en mettant l'accent sur les biais cognitifs des individus³⁸, restent limités pour saisir ces dernières dynamiques. Dans ce cadre, le chantier de recherche sociologique qui s'est récemment ouvert sur l'étude des conversations numériques est à investir pleinement³⁹.

³⁵ Interview de Gérald Bronner, *L'Express*, 20 mai 2020.

³⁶ Elbanna, A., Bunker, D., Levine, L. et al. (2019). "Emergency management in the changing world of social media: Framing the research agenda with the stakeholders through engaged scholarship", *International Journal of Information Management*, 47:112–120.

³⁷ Borraz, O. (2019). « Lubrizol : pourquoi la 'gestion de crise à la française' est dépassée », *The Conversation*, 3 octobre.

³⁸ Bergeron, H. et al. (2018). *Le biais comportementaliste*. Presses de Sciences Po. Paris.

³⁹ Dans le domaine sanitaire, la question de la vaccination a été particulièrement investie: Ward, J.K., Guille-Escuret P, Alapetite, C. (2019). « Les « antivaccins », figure de l'anti-Science », *Déviance et Société*, 43(2) :221-251. Citons également Berriche, M., Altay, S. (2020), "Internet Users Engage More With Phatic Posts Than With Health Misinformation On Facebook". *Palgrave Communications*, 6(1):1-9.